

Les Verts sont-ils encore utiles ?

Alors que le cuisant échec des Verts, à la présidentielle, les ramène trente ans en arrière, la quasi-totalité de la classe politique s'affiche désormais comme conquise par la cause environnementale. Ce récent consensus ira-t-il jusqu'à rendre caduc le discours des Verts ?

1,57 % des voix. Jamais un candidat écologiste n'avait réalisé un aussi mauvais score à une élection présidentielle depuis 1974. Est-ce à dire, qu'en trente ans, l'écologie n'a pas su se faire une place en politique ? Difficile à admettre. Notamment quand on sait que ces dernières années ont été marquées par une prise de conscience collective de l'urgence écologique, faisant taire tous les derniers détracteurs, ou presque, du réchauffement climatique ; que la campagne 2007, elle-même, a été rythmée par les allers et venues de l'écologiste hexagonal le plus médiatique, Nicolas Hulot et son « pacte écologique », signé par tous les candidats (à l'exception de Jean-Marie Le Pen et Arlette Laguiller) ; ou que, enfin, à peine élu, Nicolas Sarkozy et son tout nouveau ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables, Alain Juppé, mettaient en route, à la demande d'associations écologistes, un « Grenelle » de l'environnement... Comme si la balle « écolo » était dorénavant dans tous les camps. Mais alors *quid* des Verts ? Sont-ils voués à se dissoudre au sein des partis traditionnels, comme le laisse entendre le départ de certains Verts pour le Modem ou le PS, en reniant trente ans de combats ayant réussi à faire d'eux une force politique émergente ? Doivent-ils, leurs électeurs et sympathisants aussi, en conclure que l'idéologie écologiste n'aurait plus besoin de parti pour exister ? Ou que la banalisation de l'écologie est, paradoxalement, à l'œuvre ?

Alerte verte

Depuis son entrée officielle dans l'arène politique, en 1984, le parti des Verts n'a cessé de tirer la sonnette d'alarme sur la situation de la planète et de ses habitants, reprenant ainsi le flambeau des militants écolos déjà engagés sur le terrain depuis le début des années 70, en tentant de le transformer en débouché politique. De fait, durant les années 80-90, des poches électorales écologistes se créent, dans des régions (Alsace, Basse-Normandie) ou des villes (Saint-Pol-sur-Mer dans le Nord, Vannes et Lorient en Bretagne, etc.) où les thématiques

Du statut de contestataire, les Verts passent à celui de parti influent, crédité d'une réserve de bonnes idées politiques.

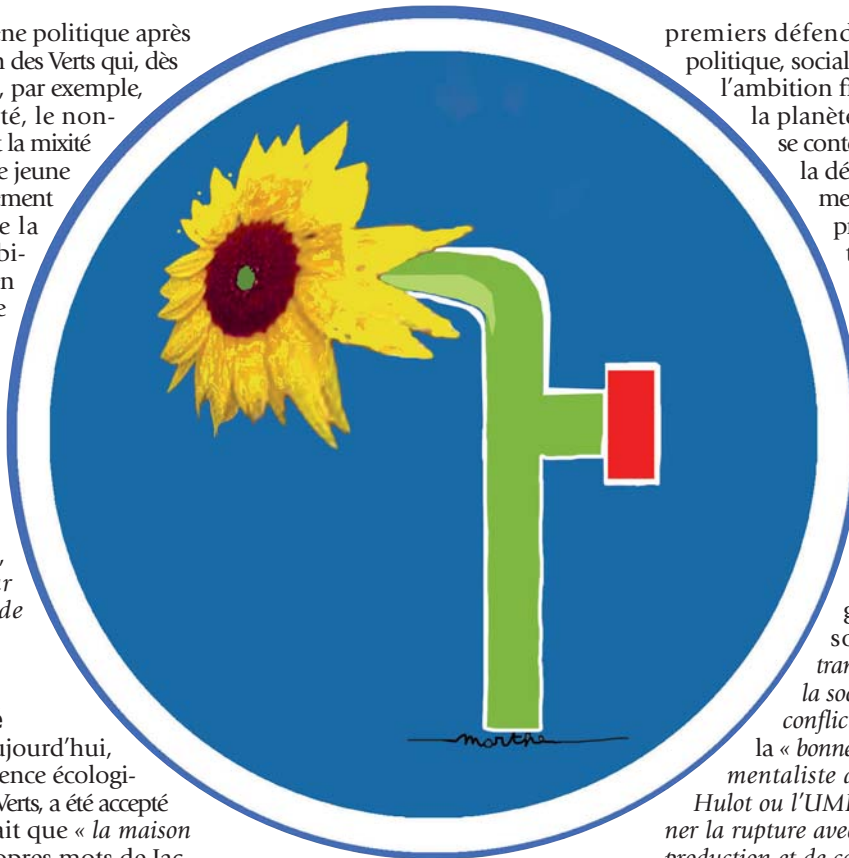
« vertes » rencontrent un électorat combatif. Grâce à ce début d'enracinement local, les Verts peuvent alors passer à la phase de mise en œuvre de leurs projets politiques et, ainsi, faire valoir, par l'exemple, leur spécificité « verte ». D'emblée, ils se démarquent par la place accordée au développement des énergies renouvelables, comme en Franche-Comté, où sont financées à 50 % des plate-formes de stockage à proximité des grosses chaufferies afin de soutenir le développement de la filière bois ou, comme en Picardie, où a été mis en place un prêt à taux zéro pour les particuliers désireux de faire des

travaux d'isolation. D'autres spécialités « vertes » sont également très vite testées en région : le développement des transports alternatifs, avec, notamment, les 1 000 km de pistes cyclables de la région Nord-Pas-de-Calais ; mais aussi, l'aide au développement du commerce équitable et le soutien à l'économie sociale et solidaire (plus de la moitié des vice-présidents en charge de ce secteur sont Verts) ; et bien sûr, des politiques en faveur de l'agriculture biologique, en Île-de-France ou en Rhône-Alpes, *via* une aide à l'installation ou au maintien à destination des agriculteurs, ou de protection des milieux naturels ; etc. Ce qui laisse dire à Flora Boulay, militante verte et candidate aux législatives à Marseille, que les Verts ont su mener leur « révolution à petite échelle », en occupant dès qu'ils l'ont pu le terrain du local, victime du désengagement de l'État. « Les Verts ont su profiter de la marge de manœuvre dont disposent les régions pour les "écologiser" », explique Wilfried Séjeau, élu vert au conseil régional de Bourgogne, « et, par-là, prouver leur force d'impulsion, puisque, depuis quelques années, on assiste, par exemple, au boom des énergies renouvelables dans toute la France ». Du statut de contestataires, les Verts passent donc à celui de parti influent, crédité d'une réserve de bonnes idées politiques, que l'on n'hésite plus à copier, du moins dans certains domaines. « Les Verts sont très vite apparus comme avant-gardistes », explique Daniel Boy, directeur de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cévipof), « et, très vite, ils ont su imprégner le débat politique de toutes leurs spécificités, qu'elles soient liées à la protection de l'environnement ou pas. » Car de nombreux thèmes novateurs, comme celui de la parité, de la démocratie participative, de l'intégration par le vote des étrangers résidant en France ou de la régularisation des sans-papiers font

leur entrée sur la scène politique après avoir été rôdés au sein des Verts qui, dès leurs débuts, tentent, par exemple, de respecter la parité, le non-cumul des mandats et la mixité « ethnique ». Aussi, le jeune parti Vert réussi finalement à faire la preuve de la globalité de ses ambitions politiques, bien loin de l'image de parti monothématique qui lui colle à la peau. « *Les Verts ont réussi à faire remonter leurs idées, leurs projets* », note, satisfaite, Cécile Duflot, la secrétaire nationale des Verts, « *de même que leur constat sur l'état de la planète* ».

Le piège du diagnostic partagé

Tant et si bien qu'aujourd'hui, le diagnostic « d'urgence écologique », élaboré par les Verts, a été accepté par tous. Chacun sait que « *la maison brûle* », selon les propres mots de Jacques Chirac, au sommet de la Terre à Johannesburg, en 2002, alors « *que nous regardons ailleurs* ». Aussi paraît-il logique que la politique actuelle fasse une place plus grande à l'écologie. Mais, pour les Verts, ce nouveau consensus n'est que pantalonnade : « *En faisant signer son pacte à tous, ou presque, Nicolas Hulot a fait beaucoup de mal à l'écologie car il a laissé croire qu'elle pouvait être partout* », s'insurge Noël Mamère, maire de Bègles et candidat aux législatives. « *Au fond, on nous a subtilisé notre discours "vert" et ce hold-up politicien ne fait que semer la confusion* », renchérit Jacques Boutault, maire du second arrondissement de Paris. Ce que corrobore Flora Boulay, consciente que l'attitude de Nicolas Hulot et, dans une moindre mesure, celle du gouvernement Sarkozy, ne « *font que brouiller les pistes entre les écologistes et les environnementalistes* ». Les



premiers défendant un programme politique, social et économique dont l'ambition finale est de préserver la planète, quand les seconds se contentent de militer pour la défense de l'environnement sans proposer d'approche globale. Or, une telle confusion, qui revient à laisser croire que les idées écologistes peuvent être intégrées dans n'importe quel programme politique, menace les fondements mêmes de l'écologie politique, qui, comme le rappelle Yannick Jadot, chargé des campagnes à Greenpeace, sont « *porteurs d'une transformation radicale de la société et donc forcément conflictuels* ». À l'inverse de la « *bonne conscience environmentaliste défendue par Nicolas Hulot ou l'UMP, qui refusent de prôner la rupture avec les modes actuels de production et de consommation, un* » >>>

Du mouvement au parti, brève histoire des Verts

Si les années 70 marquent les débuts de l'écologie politique, avec notamment, en 1974, la candidature à la présidentielle du premier candidat écologiste, René Dumont, (1,3 % des voix), les luttes de terrain, contre le nucléaire civil ou militaire à Plogoff ou sur le Larzac, contre les pollutions maritimes de l'Amoco Cadiz ou encore contre le projet de canal Rhin-Rhône, constituent toujours l'essentiel de l'action.

La décennie suivante, la naissance du mouvement « Les Verts », en 1984, qui unifie les deux formations intéressées par l'écologie politique (Confédération écologiste et Parti écologiste), annonce la consolidation des Verts à venir. De fait, aux municipales de 1983, des listes Vertes se présentent dans plus de cent villes

importantes et obtiennent une moyenne de 5,4 % des voix. De 1 000 adhérents en 1984, les Verts passent à 6 000, en 1989. Mais la stratégie choisie jusque-là du « ni droite - ni gauche » cantonne les Verts dans le rôle du parti monothématique. En 1993, les Verts finissent par trancher et s'ancrent résolument à gauche, ce qui aura pour première conséquence de faire fondre de moitié le nombre des adhérents.

Mais, très vite, dès le milieu des années 90, les Verts retrouvent de leur vigueur, à la fois sur le terrain avec la présence d'élus au côté des tenants du mouvement social de 1995, et sur la scène politique avec l'entrée de Dominique Voynet au gouvernement, comme ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, suite

aux législatives anticipées de 1997. En juin 1999, aux européennes, neuf Verts sont élus députés, confirmant le succès de ce parti au niveau européen. D'ailleurs, le mois suivant, le groupe parlementaire européen « Les Verts / Alliance Libre européenne » est créé. En 2002, à la présidentielle, Noël Mamère réalise le meilleur score des Verts avec 5,25 % des voix. Pourtant, ces années de relatif succès sonnent aussi le début des attermoissements des Verts : Dominique Voynet laisse un bilan mitigé de son ministère et le parti, désormais jugé malade de la guerre des chefs qui s'y joue, entre Lipietz et Mamère notamment, commence à perdre du soutien de ses réseaux militants et associatifs locaux, souvent plus radicaux que les « apparatchiks ». ■ A. C.

ACTUALITÉS

Les Verts sont-ils encore utiles ?

» peu à la manière de l'écologie individualiste américaine », souligne le sociologue Erwan Lecœur (lire son interview ci-contre).

Solutions au rabais

Face à ce tout nouveau détournement, les principaux intéressés répliquent vivement : « *L'écologie n'est pas un supplément d'âme, mais un projet politique reposant sur un projet de société, global et transversal* », martèle Wilfried Séjeau, avant d'ajouter qu'« *elle n'est donc soluble dans aucun autre parti* ». D'autant que, comme le rappelle Flora Boulay, si le cri d'alarme lancé par les Verts a finalement été entendu après plus de vingt ans, « *nous restons toujours les seuls à avoir les propositions, les réponses concrètes, équitables et durables à apporter au problème du réchauffement climatique, et, par-delà, au règne du productivisme inégalitaire et de la croissance* ». Reste à ce parti, « *le plus moderne de la gauche* », selon Noël Mamère, à

L'écologie n'est pas un supplément d'âme, mais un projet de société, global et transversal.

se remettre sur les rails, muni d'un projet revivifié, radicalement transformateur et refusant les simplifications politiciennes, s'il veut que la crise écologique en cours devienne le sujet politique des prochaines décennies. Et que le slogan de Dominique Voynet, durant la campagne, « *Il n'y aura pas d'écologie sans écologistes* », garde une certaine réalité. ■

Aline Chambras

» RÉAGISSEZ SUR LE BLOG : www.revueeterritoires.wordpress.com

Les élus Vert-e-s

- 560 candidats (sur 577 circonscriptions) aux législatives 2007, dont plus de 50 % de femmes
- 4 sénateurs dont 3 femmes
- 168 conseillers régionaux, dont 44 vice-présidents, élus le 28 mars 2004
- 25 conseillers généraux, dont 3 femmes
- 44 maires, dont 2 femmes
- 6 députés européens, dont 3 femmes ■

INTERVIEW

« Les Verts doivent reposer les enjeux de la crise écologique »

Les Verts ne parviennent plus à percer au niveau national. Au-delà des raisons liées au mode de scrutin, comment l'expliquez-vous ?

Cela est, avant tout, lié à l'histoire des Verts, qui se sont constitués comme parti tout en conservant un fonctionnement de mouvement, très régionalisé. Ce qui peut expliquer qu'au bout de vingt-trois ans d'existence, ils ont toujours une structure nationale assez faible, sans « chef » clairement identifié, emblématique, à la différence du Front National, par exemple. Les Verts ont, en somme, quelque chose de l'anti-centralisme. D'où, parfois, une identité locale forte, liée à des combats précis, dans lesquels les Verts étaient soutenus par des réseaux locaux. Cette cristallisation de l'action des Verts autour de causes locales, a d'ailleurs permis l'émergence de leaders crédibles et reconnus dans leur région, tels Yves Cochet en Bretagne, ou André Waechter en Alsace, dans les années 80. En second lieu, cet écart entre l'impact local des Verts et leur faible score aux élections nationales est aussi explicable par la notion même d'écologie politique, qui, en prônant un changement radical de société, impose des transformations profondes, souvent plus faciles à expérimenter d'abord au niveau local, notamment grâce à l'implantation d'un tissu associatif et militant très actif et parfois acquis aux idées vertes. Tirailé depuis ses origines, ce parti n'en est pas tout à fait un, puisqu'il a échoué à la fois dans sa volonté de se constituer en mouvement social incontournable (en termes d'influence sociale et culturelle) et dans son ambition de devenir un parti avec une vraie force de frappe électorale au plan national.

Aujourd'hui, quelles doivent être les priorités des Verts, s'ils veulent retrouver, dans les débats et le paysage politiques, une place à la mesure de l'urgence écologique ?

S'ils ne veulent pas voir s'évanouir la notion même d'écologie politique, avec ce qu'elle recouvre de conflit social et de remises en



■ Erwan Lecœur, sociologue, ancien directeur scientifique de l'Observatoire du débat public, auteur du *Dictionnaire de l'extrême droite* (Larousse, 2007)

question, les Verts doivent impérativement reposer les termes et les enjeux de la crise écologique globale actuelle, ainsi que les moyens d'en sortir. Il leur faut peut-être consacrer moins d'énergie à certaines élections, qui ne leur réussissent pas, et reprendre le chemin de la construction d'un mouvement social plus large, regagner des soutiens sociaux et culturels. De plus, ils devront tenir compte des conséquences du lob-

Seuls les Verts peuvent refuser la simplification et la banalisation des défis écologiques.

bying efficace, en termes médiatiques, de Nicolas Hulot, qui a réussi à occuper l'espace sans poser la nécessité du changement. Car en réussissant à faire signer son « Pacte écologique » à des centaines de milliers de personnes et aux candidats à la présidentielle, Nicolas Hulot a pris le risque de faire régresser de dix ans le combat écologique. C'est le revers de la médaille de l'action médiatique sans rapport de force à terme : semblant faire avancer la prise de conscience sans engagement réel, elle fait surtout reculer le moment de la confrontation au réel et l'urgence de l'action formatrice. Les Verts, ou un autre mouvement qui leur succéderait, sont donc aujourd'hui plus nécessaires que jamais, car ils sont les seuls à pouvoir refuser cette stratégie de simplification, voire de banalisation des défis écologiques, en redonnant à l'écologie politique sa prééminence et son urgence, mais aussi tous ses enjeux, aussi conflictuels et radicaux soient-ils. ■ A. C.